

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Soixante-quinzième session du Comité permanent
Panama (Panama), 13 novembre 2022

Questions d'interprétation et application

Respect général de la Convention et lutte contre la fraude

Respect de la Convention

Application de l'Article XIII : Rapports du Secrétariat

APPLICATION DE L'ARTICLE XIII AU NIGERIA

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Contexte

2. À ses 70^{ème} (SC70, Sotchi, octobre 2018) et 74^{ème} sessions (SC74, Lyon, mars 2022), le Comité permanent a examiné la bonne application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) au Nigéria, conformément aux dispositions de l'article XIII de la Convention.
3. À sa 70^{ème} session (SC70), le Comité a adopté une série de recommandations concernant le Nigeria, y compris, entre autres, une recommandation aux Parties de suspendre le commerce des spécimens de *Pterocarpus erinaceus* et des recommandations au Nigeria de prendre des mesures fermes contre les réseaux de criminalité organisée impliqués dans le commerce transnational illégal d'écaillés de pangolin et d'ivoire d'éléphant d'Afrique. Lors de cette même session, le Comité a également recommandé au Nigeria de faire rapport au Secrétariat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ses recommandations (voir document [SC70 SR](#)). À la suite de la SC70, le Secrétariat a publié la [Notification aux Parties n° 2018/084](#) pour entériner ces recommandations.
4. À sa 74^{ème} session, le Secrétariat a présenté le document SC74 Doc. 28.2.4, qui présente les progrès réalisés par le Nigéria dans la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de la 70^{ème} session du Comité permanent. Le Secrétariat a indiqué qu'il n'avait pas reçu le rapport d'avancement du Nigéria demandé par le Comité permanent lors de la SC70 et qu'il avait communiqué avec le Nigéria par réunion vidéo à plusieurs reprises et qu'il pouvait confirmer les efforts du Nigéria pour faire progresser la mise en œuvre de certaines des recommandations du Comité permanent, en particulier celles relatives à la gestion du commerce de *P. erinaceus* et à certaines activités liées à la lutte contre la fraude. Le Secrétariat s'est toutefois inquiété de la persistance des saisies de grandes quantités de spécimens illégaux d'espèces inscrites à la CITES dont le Nigeria est le pays source ou de transit, ce qui montre que les recommandations adoptées lors de la SC70 ne sont pas appliquées efficacement. Le Secrétariat s'est également inquiété du manque de rapports et de réactivité malgré des offres d'assistance répétées, et du fait que le Nigeria n'a pas non plus rendu compte de son processus de Plan d'action national pour l'ivoire.
5. Sur la base du rapport du Secrétariat à la SC74, le Comité permanent a examiné les progrès réalisés par le Nigéria dans la mise en œuvre des recommandations adoptées à la SC70. Le Comité a approuvé une nouvelle série de recommandations, figurant dans le résumé consolidé de la session [SC74 SR](#). Le Comité

a entre autres demandé au Nigeria de faire rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations du Comité à temps pour la présente session.

6. Donnant suite à la recommandation du Comité permanent, le Nigeria a soumis un rapport au Secrétariat le 9 mai 2022. Ce rapport est disponible en annexe du présent document, en anglais uniquement. Le Nigéria a également soumis son rapport sur l'avancement de la mise en œuvre de son Plan d'action national pour l'ivoire, disponible sous la cote SC75 Doc. 7.4 A10.

Gestion du commerce de spécimens de *Pterocarpus erinaceus*

7. La suspension du commerce de *Pterocarpus erinaceus* en provenance du Nigeria peut avoir déplacé le prélèvement non durable et le commerce frauduleux de l'espèce du Nigeria vers d'autres États de l'aire de répartition. À la SC74, le Comité permanent a demandé au Secrétariat d'ouvrir une procédure accélérée de respect des dispositions de l'Article XIII pour *Pterocarpus erinaceus* pour tous les États de l'aire de répartition compte tenu des circonstances exceptionnelles engendrées par le commerce généralisé constaté en violation des dispositions de la Convention. Le Secrétariat a informé les Parties des résultats de la procédure accélérée dans la [Notification aux Parties n° 2022/045](#). Les informations actualisées et les recommandations à ce sujet se trouvent dans le document SC75 Doc. 7.2.1 sur *Les résultats de la procédure accélérée d'application de l'Article XIII concernant le bois de rose d'Afrique de l'Ouest Pterocarpus erinaceus pour tous les États de l'aire de répartition*.
8. À la SC74, le Secrétariat a signalé dans le document [SC74 Doc. 28.2.4](#) que le Nigéria avait partagé plusieurs projets d'avis de commerce non préjudiciable (ACNP) pour le commerce de *Pterocarpus erinaceus* avec le Secrétariat depuis 2018 et, sur recommandation du Secrétariat, avait mis en place un quota zéro pour l'exportation de cette espèce, qui a été publié sur le site web de la CITES pour 2020 et 2021, comme demandé par le Nigéria.
9. Dans son rapport d'étape à la présente session, le Nigéria souligne qu'un ACNP a été mené dans une sélection de trois États du Nigéria (Taraba, Kogi et Adamawa) en 2019 par l'Institut de recherche forestière du Nigéria (autorité scientifique CITES). Le rapport a été soumis au Secrétariat par l'intermédiaire du ministère fédéral de l'Environnement en juin 2019 et le Secrétariat a rendu ses observations. Le Nigeria souligne que l'Institut envisage que le Secrétariat CITES, conjointement avec le gouvernement fédéral du Nigeria, finance les États restants qui n'ont pas été couverts par l'ACNP. La dernière version du rapport d'ACNP révisé par le Nigeria a été soumise à l'examen du Comité pour les plantes dans le cadre du processus d'Étude du commerce important et a été prise en compte par le Comité dans la préparation des recommandations afférentes figurant à l'Annexe 6 du document [SC75 Doc. 8](#) sur *l'Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II* (voir section suivante).

Étude du commerce important de *Pterocarpus erinaceus*

10. À la SC74, Le Comité permanent a demandé au Comité pour les plantes d'accélérer son Étude du commerce important de *Pterocarpus erinaceus* afin qu'il puisse recevoir à sa présente session (SC75) un rapport d'étape du Comité pour les plantes.
11. Le 24 juin 2022, le Comité pour les plantes a convenu que, en vertu du paragraphe 1 g) de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18) sur *l'Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II*, « une action est nécessaire » concernant l'application de l'Article IV, paragraphe 2 (a) et 3 pour *Pterocarpus erinaceus* dans un certain nombre d'États de l'aire de répartition, y compris le Nigeria. Le Comité pour les plantes a également approuvé les recommandations à échéance fixe, réalisables, mesurables, proportionnées et transparentes adressées à chacun de ces États de l'aire de répartition. La recommandation adressée au Nigeria figure à l'annexe de la [Notification aux Parties n° 2022/050](#).
12. Les recommandations sur cette combinaison espèce/pays dans le cadre du processus d'Étude du commerce important sont incluses dans le document SC75 Doc. 8 sur *l'Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II*.

Concernant la législation et la lutte contre la fraude

13. Dans son rapport d'étape soumis à la présente session, le Nigéria souligne qu'il a collaboré avec les organisations non gouvernementales (ONG) Africa Nature Investors Foundation (ANI) et Environmental Investigation Agency (EIA) pour entreprendre un examen et une analyse complets du cadre législatif du Nigéria en matière de lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages et autres infractions liées aux

espèces sauvages.¹ Le Nigeria précise qu'un rapport sur cette analyse a été présenté à Abuja le 5 août 2021 et que cette analyse a révélé des faiblesses et des incohérences importantes au sein du cadre législatif nigérian de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Le Nigeria indique également que, compte tenu de cette analyse, un projet de proposition législative a été élaboré avec le soutien de l'ANI et de l'EIA, afin de modifier la principale loi nigériane sur le commerce des espèces sauvages, la loi « Endangered Species Act ». Le Nigeria annonce que des démarches sont en cours pour soumettre un projet de loi (« The Endangered Species Conservation and Protection Bill 2022 ») à la Chambre des représentants afin de formaliser cette législation.

14. En ce qui concerne la lutte contre la fraude, le Nigeria souligne dans son rapport d'étape qu'il a instauré en mars 2021 un Bureau spécial pour les espèces sauvages, qui constitue une sous-unité du Département des renseignements douaniers, sous l'égide du Service national des douanes. Les objectifs de ce Bureau sont, entre autres, de rassembler, d'analyser et de diffuser des renseignements, de concevoir et de dispenser des formations, de collaborer avec d'autres organismes de lutte contre la fraude ainsi qu'avec les ONG concernées, de coordonner les opérations de lutte contre la fraude dans les zones de surveillance douanière, ainsi que de détecter et de démanteler les groupes criminels opérant à l'intérieur et à l'extérieur de la juridiction nationale. Le Nigeria indique également qu'il est en train de créer une unité canine dans le cadre du Service national des douanes pour venir en appui à d'autres moyens de contrôle tels que les dispositifs d'inspection non intrusifs (déployés dans deux grands ports maritimes à partir de 2022). Le Nigeria fait également état d'un certain nombre d'activités de renforcement des capacités visant à former les agents des douanes de tous niveaux, mises en œuvre avec le soutien de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et d'autres organisations telles que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'USAID, Born Free USA, l'EIA, Focused Conservation, WILDAID, la Wildlife Justice Commission et d'autres. Le Nigeria note également que le Service national des douanes a adopté des stratégies fondées sur le renseignement et le risque pour cibler les expéditions d'espèces sauvages à haut risque et qu'il dispose d'une solide unité de gestion des risques dont les agents sont formés à l'application des profils de risque et des indicateurs CITES. Le Nigeria met en avant un certain nombre de saisies à grande échelle d'écailles de pangolin et d'ivoire entre 2018 et 2022, qui ont résulté des mesures susmentionnées. Il est également indiqué qu'à partir de l'année 2021, toutes les saisies effectuées ont donné lieu à des poursuites judiciaires.
15. En plus des informations contenues dans le rapport du Nigéria soumis à la présente session, le Secrétariat note que le Nigéria a finalisé la Stratégie nationale sur la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts au Nigéria 2022 - 2026², avec le soutien de l'ONUDC. La stratégie a été lancée en avril 2022, après une série de consultations avec un large éventail de parties prenantes clés, ainsi qu'un atelier de validation de haut niveau.
16. Le Secrétariat ajoute que le Nigeria bénéficie du soutien de l'ONUDC, de l'ANI et de l'EIA pour la rédaction d'un Guide de référence rapide sur la criminalité liée aux espèces sauvages et de Critères d'inculpation à l'intention des procureurs, dont le lancement est prévu pour la fin 2022. Le Nigeria collabore également avec l'ONUDC pour lutter contre la corruption.³ Dans ce cadre, un certain nombre d'activités sont en cours, notamment des évaluations des risques de corruption pour les principaux organismes du secteur de l'environnement. De plus amples informations sur la coopération du Nigeria avec l'ONUDC sont également données par le Nigéria dans le document [CoP19 Doc 36.2](#) sur la *Criminalité liée aux espèces sauvages et soutien à l'application de la CITES en Afrique de l'Ouest et centrale*.
17. Le 4 octobre 2019, le Nigeria a demandé au Secrétariat de l'aider à mettre en œuvre la *Compilation ICCWC d'outils pour l'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts* et le *Cadre d'indicateurs de l'ICCWC pour la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts*. Le lancement officiel des instruments de la compilation d'outils et du cadre d'indicateurs était prévu pour octobre 2020 à Abuja. En raison de la pandémie de COVID-19, le lancement officiel a été reporté et est maintenant prévu pour fin 2022, pour coïncider avec le lancement du Guide de référence rapide, comme indiqué au paragraphe 16 ci-dessus.

¹ Shamini Jayanathan, Barrister-at-Law, Arcturus Consultancy Ltd. *Combating Wildlife Crime in Nigeria: An Analysis of the Criminal Justice Legislative Framework*. [en ligne] Africa Nature Investors Foundation and Environmental Investigation Agency (UK), mai 2021, Disponible sur : <https://eia-international.org/wp-content/uploads/Combating-Wildlife-Crime-in-Nigeria-single-pages-for-print.pdf> □

² https://www.unodc.org/documents/nigeria/National_Strategy_to_Fight_Wildlife_and_Forest_Crime_in_Nigeria_2022-2026.pdf

³ <https://www.unodc.org/nigeria/en/press/tackling-corruption-in-illegal-wildlife-trade-in-nigeria.html>

Délivrance des permis et systèmes d'information

18. Le Nigeria ne signale aucun progrès concernant les recommandations relatives à la délivrance des permis et à la mise en place d'un système d'information efficace et sécurisé. Toutefois, l'organe de gestion du Nigeria reconnaît que son système actuel de délivrance manuelle des permis donne lieu à de nombreuses possibilités de falsification de documents, de retards et de pratiques de corruption, tant au moment de la délivrance des documents qu'au moment de l'inspection aux postes frontières. Le Nigeria signale qu'un certain nombre de cas sont connus, impliquant des pratiques telles que l'usurpation de permis, la corruption pour obtenir des permis d'exportation, la délivrance de permis après exportation, la falsification des informations relatives à l'élevage en captivité sur les permis d'exportation et la réutilisation des permis.

Manipulation et gestion des stocks d'espèces CITES saisis

19. Le Nigeria signale que des mesures de contrôle ont été mises en place pour sécuriser les installations de stockage des stocks saisis d'espèces inscrites à la CITES, notamment l'installation et la fortification de conteneurs de 40 pieds utilisés comme installations de stockage temporaire à Abuja et Lagos. Le Nigeria indique également qu'il a réduit le risque de fuite de ses stocks, notamment grâce à des audits réguliers et à une surveillance étroite des opérations quotidiennes. Selon le rapport, le Nigeria a procédé à un inventaire de ses stocks en utilisant le système de gestion des stocks (SMS) mis au point par l'Initiative pour la protection des éléphants (EPI). Dans ce cadre, le Nigeria a développé un code de marquage standard pour tous les spécimens saisis et confisqués ; il tient des registres électroniques en utilisant l'application SMS ainsi que des fiches de données et des procédures opérationnelles standard pour la manipulation et le déplacement des spécimens saisis et confisqués. En ce qui concerne l'élimination des spécimens saisis et confisqués, le Nigeria indique qu'il prévoit d'éliminer les stocks placés sous la garde de la National Environmental Standards and Regulations Enforcement Agency (NESREA).

Suivi des progrès

20. En application des recommandations du Comité permanent, le Secrétariat est resté en contact étroit avec le Nigéria afin de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations et de définir les principales activités et priorités à mettre en œuvre, notamment dans le cadre du soutien apporté au Nigéria au titre du Programme d'aide au respect de la Convention. Au moment de la rédaction du présent document, le Nigeria et le Secrétariat ont convenu d'un projet de plan de travail et d'un projet de budget, axés sur la mise en œuvre des recommandations du Comité permanent, à inscrire dans le cadre d'un accord de financement à petite échelle (SSFA) entre le Nigeria et le Secrétariat. Le Secrétariat prévoit que l'accord de financement à petite échelle sera signé peu après la présente session.

Conclusions

21. Le Secrétariat reconnaît les progrès réalisés par le Nigéria dans la mise en œuvre de certaines recommandations du Comité permanent, en particulier celles relatives à la manipulation et à la gestion des stocks saisis d'espèces inscrites à la CITES, ainsi que certaines dispositions relatives à la législation et à la lutte contre la fraude. Le Secrétariat se félicite de la réactivité du Nigeria et se réjouit de pouvoir continuer à soutenir la Partie dans la mise en œuvre des recommandations du Comité permanent dans le cadre du Programme d'aide au respect de la Convention.
22. En ce qui concerne la législation, le Secrétariat encourage le Nigeria à suivre une approche intégrale lorsqu'il procède à l'amendement de la loi sur les espèces menacées d'extinction. Cela permettrait au Nigeria de couvrir non seulement les aspects liés à la lutte contre la fraude mais aussi d'autres éléments importants de la législation relative à l'application de la CITES. Le Secrétariat est prêt à aider le Nigeria et ses partenaires dans la préparation de cette législation, selon qu'il convient.
23. En ce qui concerne la lutte contre la fraude, le Secrétariat se félicite en particulier de la finalisation de la Stratégie nationale sur la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts au Nigeria et de la création du Bureau spécial pour les espèces sauvages sous l'égide du Service national des douanes. Le Secrétariat encourage le Nigéria à progresser dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale et des recommandations du Comité permanent relatives à la lutte contre la fraude, en particulier les recommandations d'établir une plateforme nationale pour la coopération et la coordination de la lutte contre la fraude, et de réunir des équipes d'enquête multidisciplinaires, impliquant toutes les autorités compétentes, pour lancer des opérations et des enquêtes reposant sur le renseignement.

24. En ce qui concerne le traitement et la gestion des stocks saisis, le Secrétariat est d'avis que les recommandations du Comité permanent à cet égard ont été appliquées par le Nigeria, à l'exception notable de la définition claire des compétences des institutions concernées et de la répartition des tâches entre elles. Le Comité permanent souhaitera peut-être réviser ses recommandations sur la manipulation et la gestion des stocks saisis afin de refléter les progrès réalisés par le Nigeria sur cette question.

Recommandations

25. Au vu de ce qui précède, le Secrétariat propose au Comité permanent de mettre à jour et de remplacer les recommandations adoptées à sa 70ème session, comme suit :

1. *S'agissant du commerce de spécimens de *Pterocarpus erinaceus**

- a) Les Parties maintiennent la suspension du commerce des spécimens de l'espèce *Pterocarpus erinaceus* en provenance du Nigeria jusqu'à ce que les recommandations faites lors de la 70ème session du Comité permanent (SC70, Sochi, octobre 2018), renouvelées lors de sa 74ème session (SC74, Lyon, mars 2022), soient appliquées, conformément au processus accéléré de l'article XIII et aux résultats de l'Étude du commerce important.
- b) Le Comité charge le Secrétariat de publier une Notification aux Parties qui remplace la [Notification aux Parties N°2018/084](#).
- c) Le Comité permanent encourage tous les pays de transit et de destination potentiels de cargaisons illégales de spécimens de *P. erinaceus* en provenance du Nigeria à prendre les mesures appropriées pour s'assurer que ce bois ne fasse pas l'objet d'un commerce ou d'un transport illégal, notamment en interdisant l'entrée, en saisissant ces spécimens à leur arrivée et en appliquant les sanctions qui conviennent contre les trafiquants, conformément aux dispositions de la Convention.
- d) Le Comité invite les Parties importatrices à partager avec le Secrétariat les mesures administratives et législatives ainsi que les dispositions de lutte contre la fraude mises en place pour sanctionner le commerce illégal des spécimens de cette espèce, y compris toute mesure de vérification préalable prise pour s'assurer du caractère légal et durable de ce commerce. Il encourage également ces Parties à envisager d'inviter le Secrétariat à mener des missions techniques afin de renforcer la coopération entre les États de l'aire de répartition et les pays importateurs et à formuler d'autres recommandations pour veiller à ce que le commerce du bois se fasse dans le respect de la Convention.

2. *S'agissant de la législation et de la lutte contre la fraude*

- e) Le Nigeria renforcera le cadre réglementaire relatif à la gestion des forêts, y compris la législation forestière au niveau des États, de manière à éviter toute lacune qui pourrait résulter d'une mauvaise répartition des compétences entre le niveau fédéral et celui des États.
- f) Le Nigeria continuera à mettre en œuvre une stratégie et des politiques de lutte contre la corruption liée au commerce illégal d'espèces sauvages à tous les niveaux, et à intensifier ses efforts pour assurer la pleine application de la résolution Conf. 17.6, *Interdire, prévenir, détecter et réprimer la corruption qui facilite les activités menées en violation de la Convention*. Cette stratégie devra protéger de pressions injustifiées, de toute obstruction et de toute menace les fonctionnaires chargés de la mise en œuvre et de l'application de la CITES.
- g) Le Nigeria établira une plateforme nationale pour assurer la coopération et la coordination entre les autorités compétentes en matière de lutte contre la fraude afin de renforcer le contrôle du commerce des espèces inscrites à la CITES et de lutter contre la criminalité transnationale organisée liée aux espèces sauvages, conformément à la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP18), *Application de la Convention et lutte contre la fraude*.
- h) Le Nigeria intensifiera ses efforts pour recenser les groupes du crime organisé impliqués dans le commerce illégal d'espèces sauvages et opérant dans le pays. Il mettra sur pied des équipes d'enquête pluridisciplinaires faisant intervenir toutes les autorités compétentes. Ces équipes travailleront en étroite collaboration avec les autorités locales dans les régions clés identifiées et

lanceront des opérations et des enquêtes fondées sur le renseignement, en mettant plus particulièrement l'accent sur les pangolins et l'ivoire.

3. *S'agissant de la délivrance des permis d'exportation et des systèmes d'information*

- i) Le Nigeria mettra en place un système d'information efficace et sécurisé, de préférence un système informatisé (en fonction des ressources disponibles), afin de faciliter la délivrance des permis et certificats et d'assurer la vérification de toutes les dispositions de la CITES qui s'appliquent aux spécimens à exporter.
- j) Le Nigeria facilitera la mise en relation et l'intégration d'autres systèmes de délivrance des permis/certificats liés au prélèvement et au commerce d'espèces inscrites à la CITES, par exemple les autorisations de concessions forestières, les documents phytosanitaires/vétérinaires, ou les déclarations en douane.

4. *Manipulation et utilisation des stocks d'espèces CITES saisis*

- k) Le Nigeria définira clairement les attributions des institutions compétentes, ainsi que la répartition des tâches entre elles, afin de garantir la mise en place de mesures de contrôle adéquates pour sécuriser les installations de stockage des stocks saisis de toutes les espèces inscrites à la CITES.

5. *Collaboration avec le Nigéria*

- l) Le Comité remercie les Parties, les partenaires de l'ICCWC, les membres de la société civile et les agences de coopération qui apportent un soutien financier, technique et logistique au Nigeria et les invite à poursuivre la coordination avec le Secrétariat CITES afin d'éviter les doublons et d'aligner, dans la mesure du possible, les activités sur les recommandations du Comité permanent.

6. *Suivi des progrès*

- m) Le Secrétariat reste en contact étroit avec le Nigeria, suit les progrès de la Partie en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations du Comité permanent, et porte tout sujet d'inquiétude à l'attention du Comité.
- n) Le Comité demande au Nigéria de rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations e) à k) avant la date limite de dépôt des documents de sa 77^{ème} session, afin que le Secrétariat puisse transmettre ce rapport et ses commentaires, ainsi que les mesures de suivi recommandées en cas de non-respect persistant, à la 77^{ème} session du Comité permanent.

NIGERIA NATIONAL REPORT

REPORT ON NIGERIA GENERAL COMPLIANCE, ENFORCEMENT, AND IMPLEMENTATION MATTERS IN THE CONTEXT OF ARTICLE XIII FOR NIGERIA

1. Introduction

Consequent to the outcomes of the meeting of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) Standing Committee (SC70, Sochi, 2018), and the Standing committee's (SC74, Lyon, 2022) recommendations on matters related to the allocation of Article XIII in Nigeria. The committee's request to Nigeria to report on progress with the implementation of the recommendations, based on the above, the following are the progress made on the recommendation in the context of article XIII by Nigeria.

A. NDF ON *Pterocarpus erinaceus*

The Honorable Minister of Environment of the Federal Republic of Nigeria commissioned the Forestry Research Institute of Nigeria (the CITES scientific authority) to carry out a Non-Detriment Findings (NDF) on *Pterocarpus erinaceus* in three states in Nigeria. The states were Kogi, Taraba and Adamawa. Brief on the process carried out so far on Non-Detriment Findings for *Pterocarpus erinaceus* (rosewood) in Nigeria and plan.

- I. Geographical distribution and extent of occurrence of *Pterocarpus erinaceus* (Rosewood) species in Nigeria.

The species are widely found in at least ten states (10) in Nigeria

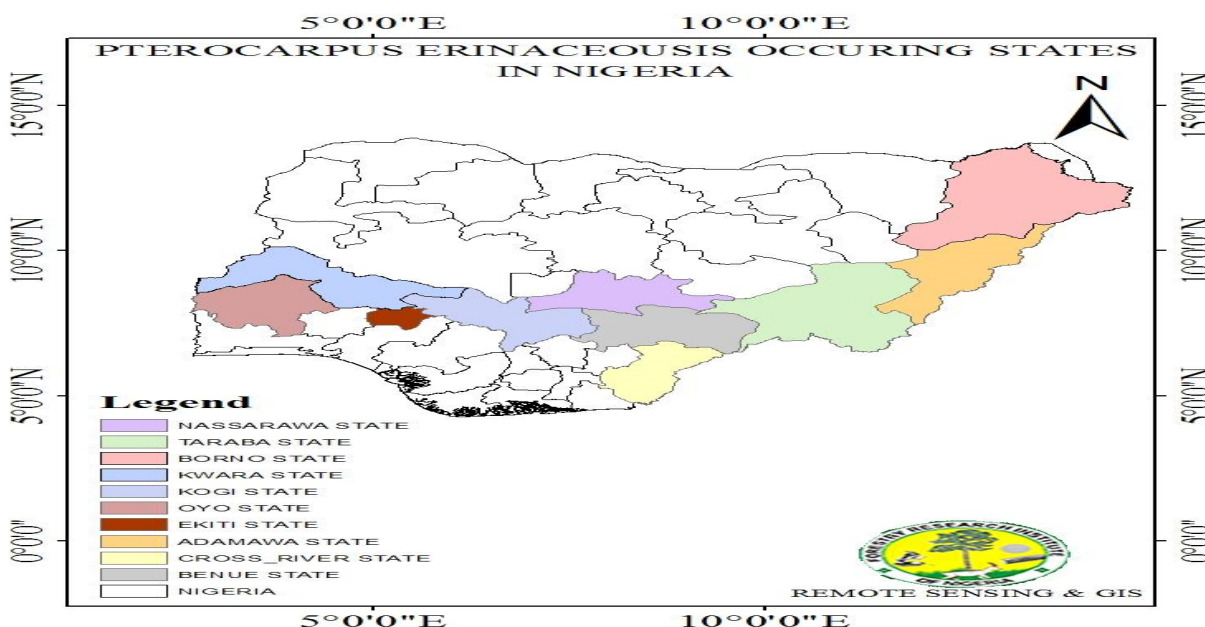


Figure 1. Geographical distribution and extent of occurrence of *Pterocarpus erinaceus* in Nigeria

2. Procedure on Non-Detriment Findings for *Pterocarpus erinaceus* species in Nigeria

Forestry Research Institute of Nigeria makes an NDF for *Pterocarpus erinaceus* species through data collection and analysis. This involves information gathering to assess the rate and level of exploitation and export from selected locations in range states.

Data collection was done in two phases. The first phase focused on gathering information to assess the rate/level of exploitation and export of *Pterocarpus erinaceus* in the selected states. Data for the assessment were gathered from *Pterocarpus erinaceus* export and annual quota permit issuance records of the Federal Department of Forestry (FDF), Federal Ministry of Environment, Abuja to estimate wood produced and exported between 2016-2018. Also, data on the supply chain of *Pterocarpus erinaceus* was collected through Focus Group Discussion (FGD) and Key Informant interview methods with forestry officials, community leaders, and traders of the species in Taraba, Adamawa and the Kogi States. The Focused Group Discussions were held with exporters of *Pterocarpus erinaceus* to ascertain various activities at the export hub and the challenges facing the exporters. The Key Informant interviews focused on identifying various actors and the activities involved along the supply chain, starting from the points of the harvest to destination countries.

Secondly, field inventory on the species was carried out. Temporary Sample Plots (TSP) for the inventory of the species were purposively and systematically allocated to Selected Forest Reserve (FR) and Outside Forest Reserve (OFR) where the tree species is available and no or minimal exploitation has taken place in each state selected. In each of the SFR/OFR, systematic transect lines were laid, and TSP of 25 x 25m dimension was alternatively laid along the transect lines at a distance of 50m interval to assess all *Pterocarpus erinaceus* live standing trees (Table1).

Table 1: Distribution of the number of sampling plots in each study area

State	No of the Forests Areas selected	No sampled Plots per forest	Total no of sampled plots
Taraba	10	10	100
Adamawa	5	10	50
Kogi	5	10	50
Total	20	30	200

In each plot, all rosewood trees with a diameter at breast height (dbh) greater than 10 cm were identified and their dbh was measured and recorded. Trees with dbh below 10 cm were considered as regeneration. The following variables were measured: Diameter at the base, middle, and top, total height, and merchantable height.

On the other hand, an inventory was carried out on exploited areas in each state to assess the natural regeneration potentials of the species in exploited areas. Three exploited areas were purposively selected (to avoid freshly harvested areas) in each state and TSP (size 25 x 25m) was laid in each exploited area. All *Pterocarpus erinaceus* with dbh less than 10 cm were assessed to determine their natural regeneration potential

Data were analyzed by estimating the population structure and standing tree growth variables such as basal area, volume estimation, estimating the level and rate of exploitation of *Pterocarpus erinaceus*, assessing the sustainability of the species, estimation of natural regeneration potential, determining of Annual Allowable Cut and Species Distribution Modeling.

Hence, deductions from findings obtained from growth variables (Height, Basal area, volume estimation, diameter classes, natural regeneration potentials) in comparison with standards, ecology, and spatial distribution of the species as well as facts and figures of permits issued from the Federal Department of Forestry focus groups, local community, forest managers are used to deducing the non-detriment discoveries by scientific authority.

3. Conservation Efforts

Pterocarpus erinaceus is one of the species for the National afforestation project being embarked upon in the country. Vigorous seedlings of the species are being raised in the Institute's nurseries across various ecological zones.

4. Plan

The initial concept was to develop holistic Non-Detriment Findings for *Pterocarpus erinaceus* in Nigeria. However, the paucity of funds limited the NDF to three states. The Institute envisages that CITES in conjunction with the Federal Government of Nigeria fund the remaining states that were not covered in the first NDF study.

5. Recommendation of the Report

Consequently, a NDF was conducted for *Pterocarpus erinaceus* in Nigeria so as to guide the Management Authority in granting an annual export quota that will ensure that such export will not be detrimental to the survival of the species in Nigeria. The Non-Detriment Finding (NDF) was therefore conducted by the CITES Scientific Authority in Nigeria (Forestry Research Institute of Nigeria) in 2019 in three selected states (Taraba, Kogi, and Adamawa) of the country. The report was submitted to CITES headquarters through the Federal Ministry of Environment in June 2019. However, the following recommendations were put forward based on the findings;

- Major findings affirmed that harvesting and export of *Pterocarpus erinaceus* logs do not pose any ecological consequences in the surveyed area because wildlings of the species are still abundant in the area of operation.
- One of the control measures as recommended based on the findings of the NDF report is the controlled export of Rosewood on an annual quota basis as approved by the management authority (FMENV) and under strict monitoring and enforcement by the enforcement CITES authorities (NESREA, Nigeria Custom) in Nigeria.
- The new policy is on the way to facilitating a comprehensive task force from forest to port control on all wildlife trade and export especially in ensuring Lagos Port facilities support conservation and CITES rules
- Subsequently, further suspension of the trade of rosewood in Nigeria and other West and Central African countries will further shift pressure on species of similar psychological characteristics in the region particularly, *Okoubaka aubrevillei* (Igi nla), *Tectona grandis* (Teakwood), *Anogeissus leiocarpa* and *Triplochiton scleroxylon*

B. NIAP PROGRESS REPORT

The Standing Committee at its 71st meeting (SC71, Geneva, August 2019) requested Nigeria to revise and update its NIAP under step 2 of the Guidelines to the NIAPs process. According to the committee's recommendation, Nigeria submitted a revised and updated NIAPs which was found adequate in May 2020 with 19 priority actions with different milestones under five pillars namely: Legislation and regulation, National enforcement action and inter-agency collaboration, International and regional enforcement collaboration, Outreach, public awareness and education, and Reporting.

The priority actions developed were rated into 6 levels: Achieved, Substantially achieved, On-track, Partial progress, Pending completion of another action, and Not commence. Based on the rating, Nigeria has been able to categorize the 19 priority actions under the ratings: 5 priority actions are Substantially achieved, 11 actions On-track, 2 actions are in partial progress and one has not commenced. The full report will be sent to the CITES Secretariat as soon as possible before the 10th of May 2022 as recommended by the Standing Committee.

C. COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAM (CAP)

The CITES Secretariat has extended support to Nigeria under Compliance Assistance Programme (CAP), the proposed activities have been reviewed, a small-scale funding agreement (MOU) is being drafted by CITES for the Honourable Minister's endorsement, and the report forwarded to CITES Secretariat for commencement of the programme in the following thematic areas.

S/N	Thematic area	Assistance needed
1	INSTITUTIONAL	Strengthen the technical capacity of the Management Authority
		Strengthen the capacities of the agencies making up the Scientific Authority
2	LEGISLATION	Develop legislation in accordance with the provisions of the Convention
3	SCIENTIFIC	Management of trade in specimens of <i>Pterocarpus erinaceus</i>
4	LAW ENFORCEMENT	Strengthen the technical capacity of law enforcement agencies

D. LEGISLATION

In consultation with independent experts, the Environmental Investigation Agency UK (EIA) and Africa Nature Investors Foundation (ANI) worked with key Nigerian government agencies who have the mandate to combat wildlife crimes to undertake a comprehensive review and analysis of Nigeria's legislative framework for combatting illegal wildlife trade (IWT) and other wildlife crimes. The agencies consulted as part of the analysis included the Federal Ministry of Justice, NESREA, Nigeria Customs Service, and the Economic and Financial Crimes Commission (EFCC). The legislative analysis is part of a U.S. government-funded project which EIA and ANI are undertaking in Nigeria to strengthen Nigeria's capabilities to combat illegal wildlife trade and other wildlife crimes ranging beyond wildlife specific to laws for the administration of criminal justice in general. Launched in Abuja on the 5th of August 2021, the report of the legislative analysis showed that Nigeria's legislative framework for combatting wildlife trafficking and other wildlife crimes is fraught with weaknesses, conflicts, and inconsistencies. The report also highlighted the need for law reform to address the lapses highlighted in the conclusions. Following the launch of the analysis, and on the directive of the Honourable Minister of State for the Environment (Sharon Ikeazor, Esq.) the Federal Ministry of Environment, EIA, and ANI collaborated to develop a draft language to strengthen Nigeria's primary endangered species legislation and to identify and resolve the weaknesses and inconsistencies in Nigeria's current legislative framework for combatting IWT and other wildlife crimes. The outcome of the collaboration is a legislative proposal embodied in a bill (The Endangered Species Conservation and Protection Bill 2022) which the Honourable Minister intends to proceed as an executive bill. At the directives of the Honourable Minister, EIA and ANI have continued to support the process through communications and engagement with the National Assembly and the Chairman of the House of Representatives Committee on the Environment (Rep. Johnson Oghuma). Copies of the Endangered Species Conservation and Protection Bill 2022 have also been provided to the House of Representatives Committee on the Environment. ANI and EIA have stressed the need for urgent legislative action to ensure that Nigeria has legislation in place that is fit for purpose to tackle IWT and other wildlife crimes

E. LAW ENFORCEMENT

Nigeria Customs Service in its effort to support global initiatives and effort to end Illegal wildlife trafficking and trade, re-strategize by improving intelligence capabilities, strengthening enforcement with risk management, implementing of recommendations, compliance, and best practice with an emphasis on thorough investigation and prosecution, in response to the seriousness of IWT situation and recommendations of the World Customs Organization (WCO).

As one of the beneficiaries of many of the WCO initiatives, particularly the Environment Programme's INAMA Project which focuses on strengthening the enforcement capacities of targeted Customs Administrations in relation to Illegal Wildlife Trade (IWT) and CITES, the Nigeria Customs Service has been developing the capacity of its front line officers in every aspect that is needed, to improve response to Illegal Wildlife Trade as it relates to CITES compliance, following guidance and recommendations based on the findings of an IWT diagnostic mission carried out on NCS by a team of WCO experts in 2019, after the Institutional assessment in 2018.

Considering that WCO is one of five inter-governmental organizations that makes up the **International Consortium on Combating Wildlife Crime (ICCWC)**, working together with the other partners, namely, CITES Secretariat, INTERPOL, UNODC, and the World Bank to bring coordinated support: providing operational, technical, comprehensive training, capacity-building to law enforcement, prosecutorial and judicial authorities that make up national wildlife law enforcement agencies.

Several IWT interceptions have been linked to Nigeria and at the same time, several seizures have been made within Nigeria of species not indigenous to Nigeria, signifying that Nigeria is being used as a transit country for Fauna (animals): These wild animals are poached in neighboring African countries and smuggled in various forms, shapes, and sizes into Nigeria through all available routes and then smuggled out again using specific routes to final destination taking undue advantage of nonfunctional and obsolete scanners (situation before 2022). In addition to the above trend is the illegal trade in Timber, particularly *Pterocarpus erinaceus* export from Nigeria to various destinations.

Currently, there are five international airports located in Lagos, Abuja, Port Harcourt, Kano, and Enugu. There are also five main seaports located in Lagos, Calabar, Delta, Rivers, and Onne. As there are approved routes there are unapproved routes also, but more unapproved than approved: 1,497 unapproved and 84 approved routes/borders to the country according to Nigeria Immigration Service, and the porosity of these borders is one of the major challenges of IWT in Nigeria.

OVERVIEW OF THE APPROACH/ACTIVITIES AND EFFORTS DEPLOYED BY NCS TO ENSURE COMPLIANCE TO CITES.

- i. Establishment of NCS Special Wildlife Office
- ii. Establishment of Wildlife Canine Unit
- iii. Capacity building /Training on IWT & CITES
- iv. Intelligence, Enforcement, and Risk Management.
- v. Investigation and Prosecution (with DNA and Phone analysis as supporting evidence)
- vi. Interagency and International cooperation.

ESTABLISHMENT OF NCS SPECIAL WILDLIFE OFFICE.

A Special Wildlife Office was approved and established in March 2021. This is a subunit in the Customs Intelligence Unit, with officers and its operational building dedicated specifically to IWT and CITES matters in NCS.

Following are some of the Objectives of NCS Special Wildlife Office

1. To give priority due to combatting Illegal Wildlife Trafficking amidst other Customs functions and provide a platform for National, Regional, and International Cooperation on intelligence/information sharing.
2. Collate, analyze, and disseminate intelligence that will assist in profiling (Risk management) targeting, surveillance, enforcement/arrest, Investigation, and Prosecution.
3. To design and deliver training (Including joint law enforcement training) to further build the capacity of frontline officers as well as other law enforcement involved in wildlife enforcement, investigation, and prosecution.
4. Collaborate with other Law enforcement agencies, relevant government agencies, NGOs, to combat Illegal wildlife trafficking.
5. Coordinate Wildlife enforcement Operations and activities in Customs Area Commands, nationally and internationally to support collaborative enforcement actions against Wildlife Crime.
6. **ULTIMATELY**, detect and dismantle the criminal groups operating within and outside Nigeria.

ESTABLISHMENT OF WILDLIFE CANINE/K9 UNIT

The approval for this has been granted by the Comptroller General of Customs. The NCS Canine Unit is in the process of being set up with the support of **WILDAID/C4ADS**. These detector dogs will be used to support all other control measures, like non-intrusive inspection devices (deployed to 2 major Seaports as of 2022) to target potential wildlife products and reduce the risk of wildlife trafficking in and out of Nigeria.

CAPACITY BUILDING /TRAINING ON IWT & CITES

Capacity building /training and awareness creation regarding IWT is one major priority area amongst the strategies deployed by NCS, and it's been a continuous program since 2019. Every opportunity to train Customs officers of all levels, especially front line officers have been taken advantage of and done with the support of WCO and several other Intergovernmental organizations such as UNODC, USAID, and some NGOs like BornfreeUSA, Focused Conservation, WILDAID, EIA, WJC, NCF, and many others.

- In 2021, IWT & CITES Curriculum was approved and is now included in all NCS training colleges.
- Two thousand (2000) Cadets are currently undergoing NCS basic training courses in Lagos and Kano training colleges and IWT&CITES is part of their curriculum
- Some NCS frontline officers attended various IWT international workshops, including Train-The-Trainer (In-person before the Covid-19 era and virtual during Covid-19 till the present) to enhance risk management and intelligence capacities for IWT enforcement. Sponsored by US Department of States and WCO.
- In 2019, a Nigeria Customs Officer was accredited as **WCO Technical and Operational Advisor in the field of IWT** and this has been of great advantage to NCS administration, the positive effect is the various initiatives embarked upon.
- Ongoing plan with UNODC on building the capacity of NCS officers using the WCO CLICK platform.



PHOTOS FROM SOME CAPACITY BUILDING/TRAINING WORKSHOPS ON IWT & CITES FOR OFFICERS OF NCS

INTELLIGENCE, RISK MANAGEMENT, AND ENFORCEMENT.

Intelligence-led anti-smuggling activities being carried out by NCS covers all land, Sea, and Air borders across Nigeria. NCS has adopted more intelligence-driven risk-based approaches to target high-risk wildlife shipments whilst gathering local intelligence within Nigeria, with an investigation, undercover surveillance, and profiling. NCS has a robust **Risk Management (RM)** unit with officers trained and still being trained by the WCO on the development or enhancement of CITES risk profiles and indicators which are disseminated to the borders to support **enforcement**.

RESULTS

ILLEGALLY TRADED CITES SPECIES-SPECIFIC TO NIGERIA	SOURCE COUNTRY	TRANSIT	DESTINATION	RISK AREAS
Pangolin scales, Elephant tusk Ivory, African Grey Parrot/Senegalese Parrot	Democratic Republic of Congo, Kenya, Ethiopia, Uganda, Mali, Cameroon, Republic of Benin, Togo, Niger, and other neighboring countries	Nigeria	China, Thailand, Vietnam, Singapore, Malaysia, Laos, Hong Kong, United Arab Emirates, Amsterdam, Malaysia, and other neighboring countries	Land Border for import, Inland for stockpiling Airport (Passenger and Cargo) for import and export
Timber (African ROSEWOOD) currently on trade suspension since 2018	Nigeria	All routes serving as transit to the destination	Cameroon/ Laos, China, and Vietnam	Sea port for export

RISK INDICATORS FROM ILLEGALLY TRADED CITES SPECIES LINKED TO NIGERIA FROM ANALYSIS OF AVAILABLE SEIZURE RECORDS FROM 2016-2022 developed by NCS SPECIAL WILDLIFE OFFICE.

Some of the wildlife seizures were made by Nigeria Customs Service between 2018-2022.

- (1) 53 and a half sacks / 2001 kg of pangolin scales and 218 pieces / 343kg of elephant tusk were seized on the 13th of February, 2018 from an apartment occupied by a Chinese national in Ikeja, Lagos. The occupant was arrested along with the packages.
- (2) 329 sacks / 8,492 kgs of pangolin scales, were seized from another residential apartment occupied by Chinese in Lagos, Nigeria on the 6th of March, 2018. The occupant was arrested along with the packages.
- (3) 78 sacks / 1,771 kg of pangolin scales were seized from the same residential apartment in Lagos on the 8th of March, 2018.
- (4) 21 sacks/1003kg of pangolin scales and 4 elephant tusks were seized in a popular Lagos market called Oba Elegunshi market Ajah area of Lagos state in 2018.
- (5) 10 packages/ 738 kgs of pangolin scales were seized in Lagos, on the 14th of August 2018 in Satellite Town, Lagos.
- (6) 32 packages / 1,530kgs of pangolin scales intercepted at Port Harcourt Area 1 command. on the 12th of October, 2019 at the Nacho export section of the international airport (Cargo) destined for Malaysia.
- (7) Over 500 African Gray parrots were seized in Katsina in 2021.

(8) 2, 772 pieces /4,752kg of Elephant Tusks & 162 Sacks/5,329kg of Pangolin Scales, 1piece/5kg Rhino horn, 103kgs of dried animal bones and skulls, 76 Semi Processed and Processed Timber seized in Apapa Port on 20th January 2021 along with one (1) Suspect.

(9) 196 sacks / 7,167.99kgs of Pangolin Scales, 888.49kgs of Elephant Ivory, and 4.6kgs of Pangolin claws were seized in a residential apartment in Lekki, Lagos on 28th July 2021.

3 suspects were arrested (2 foreigners and 1 Nigerian)

(10) 25kg/6 pieces of Elephant Ivory were seized in Ikeja, Lagos on 3rd September 2021.

(11) 15 Sacks/1,009.51 kg pangolin scales and 5kg pangolin claws seized in Ikeja, Lagos-13th September 2021. 2 suspects arrested: 1 foreigner and 1 Nigerian.

(12) 14 sacks/839.40 kgs of Pangolin scales and 4 sacks/40pcs (cut) /145kgs of Elephant tusks seized on 2-Feb 2022 in Ibeju-Lekki, Lagos. With 4 suspects arrested. (4 Nigerians).





PHOTOS OF SOME OF THE ILLEGAL WILDLIFE SEIZURES RECORDED BY OFFICERS OF THE NIGERIA CUSTOMS SERVICE.

INVESTIGATION AND PROSECUTION.

From the year 2021, Wildlife crime investigation and prosecution has been one of the priority areas of the strategy to combat the illegal trade in wildlife for NCS and so all IWT Interceptions from January 2021 are in court for prosecution with investigation from **PHONE ANALYSIS AND DNA ANALYSIS** to support other crime scene evidence.

Phone analysis was carried out by experts using CELEBRATE while the DNA analysis was done in line with CITES recommendation by Wildlife Genetics Laboratory of the National Parks Agency (ANPN) in Gabon.

INTER-AGENCY AND INTERNATIONAL COOPERATION.

Nigeria Customs Service is a strong member of **the National Stakeholders Forum for Combatting Wildlife and Forest Crime in Nigeria**, enjoying a good working relationship with the CITES management authority, and a strong partnership with some critical stakeholders, local and international, particularly in information/intelligence sharing. Partnerships with **Wildlife Justice Commission (WJC) Focus Conservation (FC) WildAID, Environmental Investigation Agency (EIA) Nigeria Conservation Foundation (NCF)** amongst many others solely for the purpose of combatting IWT.

The expertise and resources benefited from this cooperation have tremendously improved the already existing NCS enforcement structure, and the above seizure reports are the results of this collaboration, with these seizures and other notable initiatives and Global support we can say that we have disrupted the criminal Network operating within and around Nigeria.

Nigeria has been relentless in tackling the hydra-headed monster called illegal wildlife trade, she has collaborated with a number of local and international organizations to organize training for front line officers, and this series of pieces of training has fortified the frontline officers (such as Customs, NESREA, Interpol, Immigration, etc) with the necessary expertise needed to curb the menace and drastically reduce it. Some of those efforts are highlighted below:

- I. Virtual training of Judges and Prosecutors on wildlife law enforcement hosted by Ghana Forestry Commission and the Nigeria Wildlife and CITES Management Division of the Federal Department of Forestry held at Reiz Continental Hotel, Abuja, Nigeria on 15th and 16th September 2020. The aims of the training are: CITES and the enforcement of its Acts and regulations; Identification of criminal networks and the supply chain; Wildlife crimes and related charges; Financial crime

investigation; Mutual legal assistance and wildlife crime, and; the WildScan application, its uses and its usefulness.

- II. Virtual Train the Trainer Training on the implementation of Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora for Customs Authorities Held at Reiz Continental Hotel, Abuja, 9th To 13th November 2020. The aims of this training are: CITES and the enforcement of its Acts and Regulations; Checking if a Species is CITES listed; the Species in trade within the region; Customs role and profiling at the border and ports; Identification of animals even in their disguised and modified forms; Permit authenticity and fraud; Wildlife smuggling, techniques, routes and species concerned; Examination of live animals at the border and ports; Evidence management; Post detection processes; the WildScan application, its uses and its usefulness.
- III. Training Workshop on combatting West African illegal trade in Vulture and its part for belief-based use organized by Nigerian Conservation Foundation held at the Links Hotel, Abuja, Nigeria on 14th – 16th December 2021. The aims of the training are: CITES and the enforcement of its Acts and regulations; Wildlife crimes and related charges; and Mutual legal assistance and wildlife crime.

This training has been instrumental in has series of seizures that have been made by the frontline officers and a lot of arrests have been made which has led to the disruption of illegal wildlife network syndicate.

F. ISSUANCE OF EXPORT AND INFORMATION SYSTEM

The issuance of CITES permits in Nigeria to date is done manually, this system gives rise to numerous possibilities for document abuse, delay, and corrupt practices, both when documents are issued and upon inspection at border crossings.

Case studies highlight a number of such practices, some involving high-level officials. They range from permit fraud, bribery to obtain export permits, permits falsified, post-export issuance of timber permits and false captive breeding information on ape export permits from Nigeria, and re-use of permits in Viet Nam for rhino horn whose hunting was facilitated by corrupt professional hunters. To help curtail these lapses, the following recommendations were made:

- i. The introduction of e-permitting systems to help streamline and better regulate CITES processes, ensuring adequate monitoring of permitting systems with strong deterrent penalties for anyone convicted of abusing them.
- ii. Improved training for relevant officials so they can detect abuse, and improving measures to make paper documents more secure

G. HANDLING AND DISPOSAL OF SEIZED STOCKPILE OF CITES LISTED SPECIES

- i. **Control measures were put in place to secure storage facilities of seized stocks of CITES-listed species including Ivory, Pangolin, etc.**
 - Installation and fortification of forty feet (40 ft.) containers in use as the Temporary Holding Facility at our Abuja and Lagos offices;
 - Installation of a Perimeter fence around the containers to restrict direct access;
 - CCTV, as well as online views, are already in place in the wildlife storerooms
 - Three (3) key holders for the 3 security alarm padlocks;
 - Nigeria has carried out an inventory of its Stockpiles using the Stockpile Management System (SMS) and this data is well secured in the cloud (server);
 - Wildlife Storeroom Security Incident Report Forms in place;
 - Wildlife Storeroom Access Register Forms for visitors;

- Security guards watch.
- ii. **Risk of leakages:**
- There is a Periodic audit of the Wildlife stockpiles to avoid discrepancies in the already established records of the stockpiles
 - Closed supervision at various levels to avoid negligence in the day to day operations
- iii. **Development of a uniform protocol for the marking, recording, handling, storage, and disposal of seized and confiscated specimens and any other areas linked with the above subject:**
- The Agency during its inventory exercise developed a standard coding inscription to mark all specimens, based on their locations and types;
 - Application of electronic records using SMS application as well as data sheets;
 - Standard Operating Procedures (SOP) is in operation for handling, movement, and Handing/taking over of specimen;
 - Approval by the Honourable Minister of State for Environment on the disposal of seized and confiscated specimens already given. The Country is in the advanced stage of disposal of stockpiles under the Agency (NESREA) custody using Crusher and Pulverizer which will be turned into a monument of one of the endangered species e.g elephants or Rhino.